

**République
Démocratique
de São Tomé et
Príncipe**



**Consultation
sectorielle:**

**Infrastructure et
Energie**

São Tomé, le 6 décembre 2006

**TABLE RONDE SUR
LES INFRASTRUCTURES ET
L'ÉNERGIE**

30 octobre 2006

INDICE

INTRODUCTION	3
SECTEURS	4
A. LES PORTS ET LES AÉROPORTS	5
1. CONTEXTE	5
Ports	5
Aéroports	7
2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE	7
3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES	8
4. PROJETS SECTORIELS	9
4.1. SECTEUR PORTUAIRE	9
Intervention Urgente au Port d'Ana Chaves	9
Assistance technique pour la Requalification du Port d'Ana Chaves et du Port de Principe	9
Port en eau profonde de São Tomé	10
4.2. SECTEUR AÉROPORTUAIRE	11
Interventions urgentes dans l'aéroport de São Tomé	11
Interventions urgentes dans l'aéroport de Principe	12
Modernisation et Expansion de l'Aéroport de São Tomé	12
B. ROUTES	13
1. CONTEXTE	13
2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE	16
3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES	17
4. PROJETS SECTORIELS	17
C. TÉLÉCOMMUNICATIONS	18
1. CONTEXTE	18
2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE	18
3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES	19
4. PROJETS SECTORIELS	19
Étude de viabilité pour connecter São Tomé et Principe au Réseau de fibres optiques sous-marine	19
Intranet de l'État/WIMAX	20
D. ÉNERGIE	21
1. CONTEXTE	21
2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE	22
3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES	22
4. PROJETS SECTORIELS	23
E. EAU	24
1. CONTEXTE	24
2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE	26
3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES	27

4. PROJETS SECTORIELS	27
F. ASSAINISSEMENT	29
1. CONTEXTE	29
2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE	30
3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES	30
4. PROJETS SECTORIELS	31
Projet de gestion durable des déchets solides urbains dans les districts de Água-Grande, de Mezochi, de Cantagalo et de Lobata	31
Projet de gestion des déchets solides urbains dans la région autonome de Principe	31
Gestion des déchets biomédicaux	31
ANNEXES	34

TABLE RONDE SUR LES INFRASTRUCTURES ET L'ÉNERGIE

INTRODUCTION

En décembre 2005, São Tomé et Príncipe a organisé, avec le parrainage de la Commission Européenne et du Programme des Nations Unies pour le Développement, une Table Ronde avec ses Partenaires de Développement, sous la devise « Partenariat pour la Bonne Gouvernance et la Réduction de la Pauvreté ».

La réunion a eu pour objet de présenter aux partenaires de développement de São Tomé et Príncipe le Programme d'Actions Prioritaires 2006-2008, préparé par le Gouvernement, visant à la mobilisation de ressources supplémentaires pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté. La réunion a de plus eu comme objectifs :

- a. d'approfondir le dialogue avec les partenaires sur les politiques de croissance et la réduction de la pauvreté;
- b. de promouvoir le gouvernement supranational et de garantir une bonne gestion des ressources pétrolifères;
- c. de réaffirmer la lutte contre la pauvreté comme priorité absolue et construire des partenariats autour de cet objectif;
- d. de mobiliser les ressources pour le financement du Programme d'Actions Prioritaires 2006-2008.

Le Programme d'Actions Prioritaires 2006-2008 est un des éléments centraux de la documentation présentée à la Table Ronde de Bruxelles. Le document, basé sur la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, présentait les priorités du Gouvernement pour la période mentionnée ci-dessous, et avait pour but la réduction de la pauvreté et la croissance, en respectant la bonne gouvernance et visait à contribuer à l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Les discussions lors de cette Table Ronde ont été consensuelles sur plusieurs aspects qui sont mentionnés dans le Communiqué Final de la réunion :

« ... les indicateurs socio-économiques témoignent des progrès significatifs réalisés en peu de temps, mais le pays reste vulnérable, fortement dépendant des partenaires, exposé aux fluctuations des ressources dont il dépend, fragilisé par les conditions physiques difficiles, par une population faible, par la discontinuité géographique ou encore par la faiblesse des relations commerciales sous-régional. »;

« Tables rondes sectorielles : Il a été décidé que 3 tables rondes sectorielles seraient tenues après la réunion des représentants du Gouvernement santoméen avec les partenaires du développement à Bruxelles. Les tables rondes sectorielles auront pour thème : (i) la bonne gouvernance; (II) l'éducation et (III) les infrastructures (incluant l'énergie). Ces rencontres devront avoir lieu à partir du premier trimestre de 2006. «

L'année de 2006 a été une année inhabituelle pour São Tomé et Príncipe, trois actes électoraux ont eu lieu— les élections législatives, présidentielles, des

districts et régionales, qui ont menées au bouleversement des équilibres parlementaires et par conséquent au changement de Gouvernement et au complet changement de la composition des pouvoirs des districts.

Ces exercices électoraux, fondamentaux pour la consolidation du processus démocratique dans le pays, ont néanmoins eu des conséquences décisives dans le non respect du calendrier établi dans le Programme d'Actions Prioritaires 2006-2008, ainsi que de la réalisation des Tables Rondes Sectorielles, prévues pour le premier trimestre de 2006.

Après la constitution du XI Gouvernement Constitutionnel de São Tomé et Príncipe, celui-ci a décidé de rattraper le retard en réalisant les Tables Rondes Sectorielles, en les mettant à l'ordre du jour pour la fin de 2006. Le nouveau Gouvernement a validé et a souscrit le Programme d'Actions Prioritaires 2006-2008, en ayant néanmoins reprogrammé la période de son exécution pour les trois prochaines années, 2007-2009. Par conséquent c'est sur la base de ce document et du Programme du Gouvernement, tous deux guidés par les options stratégiques et par les Principes de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, qu'a été préparé le présent document pour la Table Ronde Sectorielle des Infrastructures et de l'Énergie.

Par conséquent, le document vise à renforcer le pragmatisme et la cohérence de l'actuelle pratique programmatique nationale, à maintenir un cadre de référence, notamment l'ENRP, une option politique de court délai, le Programme du Gouvernement, et l'ordre de priorité des actions, face à la pénurie des ressources et aux limitations notoires des capacités d'exécution nationale.

SECTEURS

Les secteurs à traiter lors de la Table Ronde sur les Infrastructures et l'Énergie, correspondent à ceux identifiés comme étant capables d'apporter un impact plus grand pour l'accomplissement des objectifs définis dans les principaux axes de la stratégie de réduction de la pauvreté, notamment, de la croissance accélérée et redistribuée; création d'opportunités d'augmentation et de diversification de revenus des pauvres; et développement des ressources humaines et accès aux services primaires. D'ailleurs, ceux-ci sont les mêmes secteurs qui ont été identifiés dans le Programme d'Actions Prioritaires 2006-2008. Dans le point 4.1 - les Options Stratégiques du PAP, se rapportent, comme l'une des 3 grandes options, « du lancement d'un programme d'oeuvres publiques importantes - routes, ports et aéroports, énergie, eau – visant à désenclaver le pays et à diminuer les coûts de production et de commercialisation... ».

C'est à partir de ce tableau référentiel qu'ont été sélectionnés les secteurs, notamment :

- Ports et Aéroports;
- Routes;
- Télécommunications;
- Production et distribution d'énergie électrique;
- Captation et distribution d'eau;

- Assainissement.

A. LES PORTS ET LES AÉROPORTS

1. CONTEXTE

São Tomé et Príncipe est un pays insulaire et un archipel, avec un climat équatorial caractérisé par de fortes pluies, par une végétation dense et un relief qui rendent la circulation difficile à l'intérieur du pays : un défi face aux efforts de développement économique et social.

Malgré la petite taille du pays, les contraintes infrastructurelles existantes dans le secteur des transports isolent les espaces économiques, sociaux et culturels essentiels aux citoyens, surtout pour les populations du milieu rural. Les difficultés d'accès aux marchés de consommation, à la commercialisation et à l'approvisionnement, aux centres de santé administratifs et culturels, à l'éducation, accentuent les facteurs de pauvreté et d'inégalité entre les diverses régions du pays.

Les coûts de l'insularité s'accroissent suite à la dégradation des interfaces du pays avec l'extérieur (ports et aéroports). Un fait qui prend de l'importance d'autant plus qu'il s'agit d'une économie structurellement ouverte, important presque tout ce qu'elle consomme.

Les infrastructures de transport ont été considérées, par les successifs gouvernements, comme une priorité dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, à cause de l'impact qu'elles ont dans la création de conditions pour promouvoir la croissance accélérée et distributive, dans la création d'opportunités d'augmentation et de diversification de revenus pour les indigents et dans le développement des ressources humaines et des accès aux services primaires, axes centraux de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté

Néanmoins, les coûts inhérents à leur construction et à leur manutention ne sont pas compatibles avec les niveaux d'économie interne et les recettes fiscales du pays, exigeant un fort concours de la coopération internationale.

Les défis auxquels le pays fait face dans le secteur des infrastructures portuaires et aéroportuaires sont énormes : soit dans une perspective de mouvement interne de personnes et de biens, soit dans les communications avec l'extérieur, la situation des ports et des aéroports a été un obstacle au développement national dû à leurs conditions de dégradation et au manque d'investissements.

Ports

Compte tenu de l'insularité, associée à la dépendance du pays, le secteur portuaire a un rôle prépondérant dans l'économie nationale, particulièrement en ce qui concerne la fourniture de biens de consommation et d'équipements pour la population : ce secteur fait entrer plus de 90% des marchandises importées. Tous les coûts résultant des insuffisances matérielles, de la vétusté des équipements et de la faible productivité du port sont reportés à la population, surtout la plus pauvre.

Le port de São Tomé est localisé dans la baie d'Ana Chaves et a une surface d'environ trois hectares et un quai de 200 mètres. Il a été conçu pour des navires de cabotage, ses caractéristiques ne correspondent pas aux conditions actuelles d'exigence et au trafic international de navires.

Entant donné la profondeur du port de São Tomé, un peu plus de 3 mètres en marée haute, la plupart des navires doivent procéder, en haute mer, à des opérations de chargement et de déchargement à l'aide de chalands, qui font le transport entre les navires et le port : la productivité est alors faible. Ce qui provoque des séjours prolongés de navires, des dégâts des conteneurs et des pertes en cours de chargements en gros : en conséquence les prix des assurances sont très élevés, les coûts de transport à destination de São Tomé sont alors beaucoup plus élevés que les autres destinations.

La situation du port d'Ana Chaves est davantage aggravée par la situation déficiente de ses infrastructures et de ses équipements. Le port d'Ana Chaves a été construit pour servir de quai pour le service de cabotage, et ne dispose donc pas de plate-forme appropriée pour l'actuel trafic et le volume de conteneurs. Les entrepôts, autrefois utilisés pour stocker la marchandise en gros, comme le cacao et le café, pour l'exportation ou pour les marchandises importées, ont aujourd'hui très peu d'utilisation, et occupent l'espace nécessaire au stockage de conteneurs.

Les équipements du port sont, la plupart, dans un grave état de dégradation. Ces équipements, sauf exception, sont les seuls exemplaires présents ce qui, en cas de panne, cause l'arrêt complet ou conditionnent les activités portuaires.

Tous ces manques ont comme conséquence des prix de transport extrêmement élevés. Comme exemple, il suffit de citer qu'un conteneur embarqué au Nord de l'Europe pour São Tomé coûte environ 40% plus cher que celui pour Libreville qui est approximativement à la même distance.

A Principe la situation est encore plus compliquée. Le port n'a pas de conditions pour recevoir des navires de plus de 1,7 mètre de calaison. Mais aussi, l'espace pour les opérations portuaires est très limité sans hypothèse d'expansion, ce qui compromet sérieusement son développement. Pour aggraver la situation, le port de Principe ne dispose de presque aucun équipement, excepté un gerbeur et une petite grue, situation absolument incompatible avec tout effort sérieux de développement que l'on prétend entreprendre dans la région.

Les coûts de ces carences existantes dans le secteur portuaire se répercutent de manière décisive sur les coûts de vie de la population. Environ 15% des coûts des marchandises importées à travers le port de São Tomé sont dus à l'inefficacité des opérations portuaires.

D'autre part, le cacao, la principale exportation de São Tomé et Principe est une denrée dont les prix sont fixés au niveau du marché international. Comme le pays exporte essentiellement FAB, le prix obtenu par la vente du cacao exporté reste définitivement marqué par le prix des transports qui, à son tour, est fortement conditionné par les insuffisances portuaires. La conjoncture économique du pays est dépendante des prix du marché international et des prix du transport plus élevés que dans les autres pays, les bénéfices pour l'économie nationale sont alors faibles.

Outre les problèmes structurels, l'efficacité portuaire est fortement marquée par la faiblesse institutionnelle de l'entité administratrice des ports de São Tomé et Principe, ENAPORT - Société Nationale d'Administration des Ports. Le

Gouvernement, avec l'aide de la Banque Mondiale, est en train de mettre en œuvre un effort d'évaluation de la société ENAPORT dans le but d'identifier des solutions internes et ou externes à la société qui puissent contribuer à l'amélioration de son efficacité de gestion, y compris la capacité de manutention de leurs équipements.

Aéroports

L'Aéroport de São Tomé a bénéficié d'un important projet de la BAD qui a été achevé en 1983. Le projet a envisagé l'extension de la piste à 2 200 x 45 mètres, et le renforcement pour une charge de 60 tonnes, pour un avion critique de type Airbus A-300/310. Le terminal actuel de passagers, de 750 mètre carrés, le bâtiment technique, la tour de contrôle du trafic aérien et le parc de stationnement ont été additionnés en 1992.

Vingt trois ans après la construction de la piste, il n'y a pas eu d'interventions de manutention que cette infrastructure exigeait, dont le temps de vie utile était estimé à 10 ans. Par manque de manutention, la piste de l'Aéroport de São Tomé présente de profondes usures, fissures et des faux-pli, provoquant de sérieux dommages au niveau des trains d'atterrissage et dans les turbines des avions. Il est fréquent que les avions Airbus A310 de la TAP, transporteur aérien portugais, qui embarquent à l'aéroport une fois par semaine, et les autres avions de dimension semblable aient des problèmes après les opérations sur São Tomé, étant obligés de substituer les trains d'atterrissages et, dans des situations plus graves, de substituer des pelles de turbines cassées à cause des matériaux de construction se trouvant sur la piste aspirés par les turbines.

A Principe l'aéroport se trouve dans une situation particulièrement dégradée. La piste présente une usure élevée du bitume, des fissures et des cratères, avec des zones déformées dus à la déstabilisation de la base de la structure de la piste, provoquée par l'existence d'une nappe phréatique à proximité de la surface et difficilement drainable. L'aéroport ne dispose pas d'éclairage et ne peut donc pas être utilisé pendant la nuit.

Cela fait quelques années que le terminal n'est pas soumis à des manutentions, par conséquent le bâtiment supporte difficilement les activités de trafic de passagers et le chargement.

De même que pour le port, le Gouvernement, avec l'aide de la Banque Mondiale, est en train de mettre en œuvre une évaluation de la société administratrice des aéroports, ENASA - Société Nationale des Aéroports et de la Sécurité Aérienne. On espère que les résultats de cette étude puissent indiquer des chemins favorisant l'amélioration de la gestion des aéroports nationaux, une contrainte qui associée aux problèmes des infrastructures, a rendu inefficace les aéroports mentionnés ci-dessus.

2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE

Le Gouvernement de São Tomé et Principe, en cohérence avec la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté et avec son Programme d'Actions Prioritaires 2006-2008 a défini comme stratégie pour le secteur, d'une part, la conservation du patrimoine infrastructurel existant, à travers un programme de manutention et de réhabilitation des équipements et, d'autre part, la modernisation et l'expansion des infrastructures.

Les investissements dans la manutention et dans la réhabilitation des infrastructures portuaires et aéroportuaires, sont à programmer et visent aussi en la création d'un cadre infrastructurel en état fonctionnel et sûr, qui contribue à la réduction des coûts des opérations et garantit le fonctionnement dans des conditions de sécurité des hommes et des biens.

La croissance accélérée et redistributive et la création de conjonctures d'augmentation et de diversification de revenus pour les indigents sont deux axes centraux de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté. Le Programme d'Actions Prioritaires définit comme politiques pour la réalisation de ces axes stratégiques : (i) la promotion de nouveaux secteurs de croissance tournés vers l'exportation et s'appuyant essentiellement sur la mobilisation de l'investissement étranger ; et (ii) l'exploration de nouveaux secteurs, avec le développement progressif d'activités de prestation de services qui valorisent le positionnement stratégique du pays.

Le Gouvernement croit qu'un des vecteurs stratégiques de développement de São Tomé et Príncipe est la transformation graduelle du pays en un centre de prestation de services de la région. Cette prétention se doit, essentiellement, aux facteurs suivants:

- São Tomé et Príncipe a une localisation géostratégique privilégiée, au centre du Golfe de Guinée ;
- La région du Golfe de Guinée est extrêmement riche en ressources naturelles et est plutôt peuplée, constituant un des marchés le plus prometteur d'Afrique.
- La région a été caractérisée par une forte instabilité, fait qui stimule les investisseurs et les sociétés privées à chercher une base arrière sûre , à partir de laquelle ils peuvent de manière efficace faire des affaires avec la région.
- São Tomé et Príncipe sont deux petites îles connues pour leur paix sociale et leur homogénéité ethnique qui réduit les probabilités de traditionnels conflits ethniques existants dans la région;
- L'intérêt, souvent manifesté par les entrepreneurs, qui vise à utiliser le pays comme centre de prestation de services à la région.

La transformation de São Tomé et Príncipe en un centre de prestation de services à la région suppose la création dans le pays d'un ensemble d'infrastructures et services modernes, efficaces et concurrentiels. En effet, le Gouvernement va mettre en œuvre des projets visant à améliorer l'accessibilité et la communicabilité du pays, de manière à lancer les bases pour que cet objectif commence à se consolider.

3 OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Les objectifs stratégiques poursuivis par le Gouvernement et qui ressortent des actions prévues pour les secteurs des ports et des aéroports sont fondamentalement :

- Promotion de l'efficacité et sécurité des opérations dans les ports et les aéroports et réduction des coûts d'importation et d'exportation des marchandises;

- Création de conditions pour la relance de l'économie des activités traditionnelles à travers la réduction des coûts de facteurs de production et de commercialisation interne et externe,
- Création de conditions pour l'attraction d'investissement privés et pour le bourgeonnement de nouvelles activités génératrices d'emplois et de richesses;

4. PROJETS SECTORIELS

4.1. SECTEUR PORTUAIRE

Intervention Urgente au Port d'Ana Chaves

Dans le but de garantir sa conservation et son utilisation opérationnelle, le gouvernement désire faire un ensemble d'investissements urgents dans le port de São Tomé. En effet, 90% des importations du pays passe par ce port dont la dégradation accentuée a déjà été citée. L'intention de construire un port en eaux profondes, devra prendre encore quelques années, cependant l'intervention dans le Port d'Ana Chaves, en vue de sa conservation et l'amélioration de son utilisation opérationnelle est une priorité.

En fonction des contraintes identifiées, le projet d'Intervention Urgente dans le Port d'Ana Chaves devra englober :

- L'achat d'équipements portuaires et de moyens flotteurs de différentes capacités et spécificités, notamment, une grue de 40 tonnes, un remorqueur, 2 gerbeurs de 40 et 10 tonnes et 1 chaland motorisé.
- Démolition de deux entrepôts avec l'objectif d'agrandir l'espace de stockage des conteneurs et faciliter les manœuvres des équipements portuaires;
- Réalisation d'œuvres d'enrochement de manière à protéger le quai;

Après d'importants investissements mis en œuvre dans un passé pas très éloigné, la détérioration des équipements portuaires au long des années, démontrent que les projets prévus pour les travaux dans le port n'auront pas le caractère de développement durable exigé si l'on n'envisage pas la formation de cadres. Par conséquent sont inclus dans le projet d'Intervention Urgente dans le Port d'Ana Chaves les activités suivantes de formation de cadres techniques d'ENAPORT - Société Nationale d'Administration Portuaire :

- Formation en manutention de différents équipements portuaires ;
- Formation en gestion portuaire.

Assistance technique pour la Requalification du Port d'Ana Chaves et du Port de Principe

Le Port d'Ana Chaves

L'intervention urgente au port de São Tomé, prévue dans le projet mentionné ci-dessus, vise surtout, à stopper la dégradation et permettre, comme recours à

court terme et en urgence, à maintenir la fonctionnalité du seul port international du pays.

Le port en eau profonde sera essentiellement un port de conteneurs. L'utilité d'avoir un port dans la ville de São Tomé comme complément du port en eaux profondes est essentiellement régionale et semble évidente.

Le gouvernement de São Tomé et Príncipe vise donc à requalifier le port de São Tomé de manière que celui-ci puisse répondre aux exigences, pour lequel il n'est plus adapté, et aux stipulations du nouveau. Les coûts actuels des insuffisances portuaires sont tellement élevés pour l'économie santoméenne, qu'il n'est pas concevable que le pays puissent encore les supporter pour les 5-7 années suivantes : temps nécessaire pour la conclusion du port en eau profonde.

De plus, si le port d'Ana Chaves peut recevoir les navires de plus grande calaison, c'est-à-dire supérieure à 3 mètres, et disposer d'équipements d'une plus grande capacité de surélévation et de mouvement horizontal, la construction du port en eau profonde ainsi que les autres projets de grande envergure et avec des appareillages de grande dimension sera facilité.

L'assistance technique pour la Requalification du Port de São Tomé devra permettre de clarifier des questions comme :

- Quelles caractéristiques et quelles fonctions devront avoir le Port d'Ana Chaves ? ;
- La viabilité technique et financière et un plan de développement pour le port d'Ana Chaves ;
- Quelle structure de financement et de gestion.

Le port de Príncipe

Bien que l'on reconnaisse l'urgente nécessité de changer la situation portuaire de Príncipe, il n'y a pas à ce jour les meilleures options techniques, économiques et financières qui doivent guider cette intervention. Le Gouvernement prétend donc obtenir un document directeur qui révèle et guide leurs actions futures pour prendre une décision définitive sur la problématique portuaire de Príncipe.

C'est la volonté du Gouvernement d'obtenir une assistance technique qui permette d'élaborer une étude technique opérationnelle et financière de développement d'un port pour la Région Indépendante de Príncipe. L'étude – « Plan de Développement du port à Príncipe » devra définir, entre autres points, l'option par la construction d'un nouveau port ou la requalification de l'existant face aux perspectives de développement de l'île, les caractéristiques que devra avoir le port, les coûts respectifs, les formes de financement et la gestion.

Port en eau profonde de São Tomé

Après la conclusion des études de viabilité technique et financière pour la construction d'un port en eau profonde à São Tomé – WATT West African Transshipment Terminal, le gouvernement poursuit les efforts pour la mise en œuvre.

Le WATT est un des projets clé pour transformer São Tomé et Príncipe en une zone de prestation de Services de la région. Le port vise à servir de lieu de chargement de trafic de conteneurs de l'Afrique Centrale et Occidentale. Les études démontrent la viabilité financière et technique du projet, étant donné que le retour des investissements est suffisamment attrayant pour motiver des investissements privés.

En ce moment une assistance technique de la Chine Taiwan aide le Gouvernement en identifiant et en sélectionnant les partenaires privés pour l'investissement dans le port en régime de Partenariat Public-Privé.

Le principal risque du projet est de ne pas trouver d'opérateurs portuaires ou des sociétés de navigation qui veuillent s'associer avec le gouvernement pour mettre en œuvre le projet. Sans ces partenaires le Gouvernement ne pourra pas exécuter le projet, les conditions de son succès et de son développement durable ne seront donc pas assurées.

Impacts attendus

On espère que l'exécution des projets mentionnés puisse avoir les impacts suivants:

- Réduction des coûts d'importation et d'exportation des marchandises avec possibilité d'augmentation de la compétitivité des exportations nationales et diminution des prix de vente des biens importés.
- Garantie de flux continus et sûrs des opérations portuaires, surtout en ce qui concerne le seul port international du pays;
- Sur la base des valeurs des trois années précédentes, on peut estimer que les importations et les exportations des trois années 2007-2009 avoisineront les 100 millions de dollars. L'élimination des contraintes opérationnelles détectées au port de São Tomé et l'adoption de formes plus efficaces de gestion pourront, par conséquent, avoir un impact financier de 15 millions de dollars;
- Les études prévues permettront au Gouvernement d'avoir un document directeur pour l'intervention au port d'Ana Chaves et au port de Príncipe.
- La mise en fonctionnement du port en eau profonde réduira de moitié les prix des frets des conteneurs entrants et sortant de São Tomé. D'autres impacts attendus du WATT dans l'économie santoméenne, selon les études, sont : recettes brut à la première année d'activités comparables au PIB du pays et la création de 900 postes de travail directs et bien rémunérés.

4.2. SECTEUR AÉROPORTUAIRE

Interventions urgentes dans l'aéroport de São Tomé

Le Gouvernement prétend mettre en œuvre un ensemble d'actions urgentes qui permettront la continuité du fonctionnement de l'aéroport de São Tomé, dans des conditions de sécurité favorables. Il s'agit d'actions qui visent à améliorer l'utilisation opérationnelle de l'aéroport et à garantir la sécurité des hommes et

des équipements qui transitent par l'aéroport, jusqu'à ce que le Projet de Modernisation et d'Expansion de l'Aéroport soit conclu.

Les actions programmées sont :

- rénover les endroits de la piste les plus dégradés ;
- Amélioration et introduction de nouveaux systèmes de sécurité, y compris les appareils de rayon-x pour le contrôle des passagers, des bagages et des chargements ;
- Interdiction partielle de l'aéroport pour proscrire l'accès de personnes et d'animaux à la piste.

Le Gouvernement Taïwanais finance le projet à hauteur de 1 000 000,00 US\$.

Interventions urgentes dans l'aéroport de Príncipe

De même que le projet d'interventions urgentes à l'aéroport de São Tomé, à Príncipe le gouvernement prétend essentiellement, dans un premier stade, garantir la sécurité et la continuité des opérations. Par conséquent sont programmées les actions suivantes:

- Réhabilitation de la piste ;
- Amélioration des systèmes de drainage ;
- Réhabilitation du terminal ;
- Eclairage de la piste pour permettre des opérations nocturnes ;
- Acquisition de quelques systèmes de contrôle aérien.

Modernisation et Expansion de l'Aéroport de São Tomé

Les études de viabilité technique et financière et le plan de développement de l'aéroport de São Tomé ont été conclus et approuvés. L'étude recommande une mise en place progressive du projet, en envisageant dans la première phase des activités qui visent essentiellement à l'ajustement de l'aéroport aux normes internationales exigées, au renforcement de la piste, à l'ajustement des infrastructures à la dimension du trafic existant à travers l'augmentation du terminal passagers, et à la construction du terminal de chargement.

Les études ne recommandent pas d'interventions financières du secteur privé dans cette première phase car la rentabilité prévue est très faible, due au petit volume de trafic prévu par rapport aux investissements nécessaires. Par conséquent, l'état prend en charge la totalité du financement de cette première phase.

Le Gouvernement de São Tomé et Príncipe avec l'accord du Gouvernement Taïwanais a décidé d'utiliser 3 000 000 US\$ par an provenant de l'enveloppe financière annuelle de 10 000 000,00 US\$ d'aide au pays pour payer la première phase du projet.

Considérant que le projet est chiffré à environ 35 000 000,00 US\$, et que les ouvrages devront être prêts en un peu plus d'un an, le Gouvernement devra trouver un montage financier qui permette le paiement des ouvrages et l'amortissement du crédit avec les entrées annuelles du Gouvernement Taïwanais.

Impact espéré

Les impacts espérés des projets du secteur aéroportuaire sont :

- Amélioration des conditions de sécurité et d'utilisation opérationnelle des aéroports nationaux;
- Création de conditions pour l'augmentation du trafic de passagers, surtout les passagers touristes et ceux provenant des activités logistiques et du service dans la région ;

B. ROUTES

1. CONTEXTE

Le réseau routier national fait l'objet de nombreuses interventions avec l'aide de divers bailleurs, notamment, l'Union européenne, la République de la Chine Taiwan et l'Agence Française de Développement ce qui a permis, globalement, une tangible amélioration du patrimoine routier national.

Ces dernières années, 86 km de pistes agricoles dispersées en 25 communautés ont été reconstruites, et ont été aussi créés les GIME - Grupo de Intérêt pour la Manutention de routes -, avec un impact important sur le revenu des populations locales, à travers la création d'emploi, l'amélioration des conditions d'écoulement de produits et des accès aux services sociaux primaires.

Le GIME a pris en charge le coupage de l'herbe, le nettoyage des bas-côtés, le nettoyage des fossés (longitudinaux et divergents), le nettoyage et la réparation d'aqueducs, le nettoyage de décombres, la coupe d'arbres sur les routes Nationales, Secondaires et sur toutes les routes d'accès aux communautés agricoles et des pêcheurs. L'impact du travail réalisé par les GIME sur les routes du pays est tout à fait visible.

Néanmoins, des sociétés privées ont assuré le bouchage de cratères et trous sur les Routes Nationales et Secondaires.

Malgré cela l'état des routes, surtout de terre battue, continue d'être une contrainte à la compétitivité économique et à la qualité de vie de ceux qui habitent le milieu rural. Nombreux sont les producteurs agricoles, les habitants du milieu rural ayant des difficultés à se fournir et à écouler leur production, à cause des difficultés de circulation : il y a même encore des zones où les transports ne parviennent pas.

Le dernier rapport sur l'état des routes, réalisé en 2004, mentionne qu'environ la moitié, approximativement 120 km, des routes goudronnées, sont en bonne état, un quart, soit environ 50 Km sont dans un état raisonnable et 60 Km dans un mauvais état, et 10 Km sont dans un très mauvais état.

Le réseau de routes en terre battue est d'environ 1 000 Km dans un très mauvais état et seulement environ 130 km dans un état acceptable.

Cette situation aggrave les inégalités géographiques de la pauvreté dans le pays, en accentuant les difficultés d'accès aux services sociaux, administratifs,

économiques et culturels, par les populations des zones les plus éloignées et celles du milieu rural. L'étude du profil de la pauvreté à São Tomé et Príncipe confirme de manière évidente ces données : 65% de la population du milieu rural vit dans la pauvreté et 22% en dessous du seuil de pauvreté.

Dans le cadre de la stratégie d'augmentation de la capacité des acteurs routiers et de l'intégration de la société civile, le Gouvernement a créé, l'Institut National des Routes et le Fond National Routier.

L'Institut National des Routes, d'après ses données, a identifié les routes nécessitant des interventions (voir le tableau ci-dessous).

INSTITUT NATIONAL DES ROUTES
PLAN DE TRAVAIL
Tableau de Présentation

REHABILITATIONS

N°	Activités	Ressources existantes - €	Ressources à mobiliser - €	Délai d'exécution	Commentaires et Observations
Réhabilitation des routes goudronnées (en cours et à débiter)					
1	Água Arroç / Caixão Grande S.Maria / Cruzeiro	FED 470.000,00	744.000,00	6 mois	8,9 Km de routes en exécution
2	S.J Angolares / Ribeira Peixe	FED 775.000,00	675.000,00	6 mois	13,5 Km de routes en exécution
3	EN2 (P. Tavares) / S.J Angolares	0	1.276.000,00	12 mois	72,6 Km de routes (sans financement)
4	EN1 (Santo Amaro) / Neves	0	654.000,00	6 mois	22 Km de routes (sans financement)
5	EN3 / Pousada Boa Vista	0	576.000,00	6 mois	15,5 Km de routes (sans financement)
6	Santo Amaro / Changra	0	700.000,00	6 mois	2,8 Km de routes (sans financement)
7	Santo Amaro / Maianço	0	750.000,00	6 mois	3,4 Km de routes (sans financement)
8	Vila Maria / Cova Barro	0	697.000,00	6 mois	2,3 Km de routes (sans financement)
9	Trindade / Capela	0	510.000,00	3 mois	1,3 Km de routes (sans financement)
10	Pidade / Belém	0	255.000,00	2 mois	0,7 Km de routes (sans financement)
11	Batepá / Água Criola	0	820.000,00	6 mois	4,8 Km de routes (sans financement)
12	Artes Gráficas / HB / EN2	0	245.000,00	3 mois	0,5 de routes (sans financement)
13	Intervention sur les trous dûs à la cession des dalles d'espacement des caniveaux	0	32.000,00	Tout au long de l'année	Interventions devant être effectuées sur toutes les routes nationales, dans certains cas il faudra reconstruire toute la voie.
Réhabilitation des routes goudronnées					
1	ES4 / Água Telha	0	148.885,00	3 mois	0,45 Km de routes (sans financement)
2	Quilombo / Trás Cadeia	0	69.730,00	3 mois	0,2 Km de routes (sans financement)
Construction de routes en pavés					
1	EN3 / Monte Café	FED 121.658,00		3 mois	0,75 Km de routes en pavés. Concours bientôt ouvert
2	Bengá / Neves	FED 223.627,00		3 mois	1,57 Km de routes en pavés. Concours bientôt ouvert
3	ES4 / Água Telha	0	95.000,00	6 mois	0,45 Km de routes en pavés. (Sans financement)
Réhabilitation des chaussées					
1	Palha / Cabeça Cal / Marg.Manuel	FRN 54.145,00	78.000,00	6 mois	4,2 Km en chaussée. 1ère phase Bom Bom / C.Cal.terminée. Sans financement (Palha /
2	Ototó / Mateus Angolares / ES4	FED 255.000,00		6 mois	7,5 Km en chaussée. Concours lancé. Montant disponible dépassé.
Construction et Réhabilitation de Ponts					
1	Pont sur le Rio Caué (EN2)	0	820.000,00	3 mois	Etude en cours (financée par le FED). Il manque l'argent pour son exécution.
2	Pont sur le Rio Gogô (EN2)	0	230.000,00	6 mois	Etude en cours (financée par le FED). Il manque l'argent pour son exécution.
3	Pont sur le Rio Contador (EN1)	0	401.000,00	3 mois	Sans financement.
4	Ponts sur le Rio Água Grande	0	1.530.000,00	6 mois	Sans financement.
5	Pont San Nicolau	0	240.000,00	3 mois	Etude effectuée, manque de financement pour son exécution.
6	Ponts e pontons Gazcilla/Aeroporto	0	250.000,00	3 mois	Sans financement.
7	Pont Rio A.Grande	00	395.000,00	3 mois	Sans financement.

	(B.Fôrro)				
8	Pont Rio Provaz	0	580.000,00	6 mois	Sans financement.
Manutentions ordinaires et exceptionnels					
1	Protection de talus et renforcement des érosions	FED 110.545,00	1.015.000,00		Travaux d'urgence. Protection ² des pentes avec des gabions ou en murs portants Concours lancé en attente de résultat
Ouvrages en goudron initiés et à finir					
1	Folha Fede / San Fenícia	615.000,00		6 mois	4,2 Km de routes goudronnées. Ouvrage arrêté. Montant initial du contrat 1120540,00 \$US
2	Uba Cabra / Santarém	0	135.000,00		1,3 Km de routes goudronnées.
3	Uba Cabra / Mesquita	0	115.000,00		0,8 Km routes goudronnées.
Ouvrages en goudron à la Region Autonome de Príncipe					
1	Aeroporto / Sto António do Príncipe	0	1.125.000,00	6 mois	4,3 Km de routes goudronnées. Préparation du CET pour lancement du concours.
2	Ponte Rio Papagaio / Nova Estrela	0	765.000,00	6 mois	3,0 Km de routes goudronnées. Préparation du CET pour lancement du concours.

2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE

Sans un important investissement dans le secteur routier du pays, certains des axes de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté comme par exemple, la croissance accélérée et redistribuée de l'économie, la création d'opportunités de croissance et de diversification de revenus pour les pauvres, le développement des ressources humaines et l'amélioration de l'accès aux services sociaux primaires seront difficilement mis en œuvre.

Dans le document « Déclaration Stratégique de Politique de Transport, Sous-secteur Routier » approuvé au Conseil de Ministres, le Gouvernement souligne l'importance de l'amélioration de l'état des routes comme facteur déterminant du développement socio-économique. Dans ce contexte, le Gouvernement a décidé d'inclure dans sa stratégie toutes les routes nationales, secondaires et rurales, en ayant défini néanmoins une politique claire d'intervention, qui prend en considération la pénurie des ressources et leurs structuration comme nécessité de premier ordre, de conservation du patrimoine existant. La stratégie est basée sur les axes suivants :

- a) Rationalisation des investissements routiers, à travers la priorité des actions de maintenance, suivantes de ce de réhabilitation, de réparation et finalement de nouvelles constructions.
- b) Sauvegarde du patrimoine routier existant et de l'aménagement du territoire. Les attentions seront tournées premièrement vers les routes du moyen agricole, vers les places d'importance économique et vers les secteurs de grande concentration de populations.
- c) Augmentation de la capacité des acteurs routiers et intégration de la société civile.

3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Les investissements dans le secteur des routes visent, de manière générale, à contribuer à la création de conditions pour la réalisation des objectifs globaux à moyen et long termes de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté, notamment :

- Réduire, d'ici 2010, de moitié le pourcentage de la population santoméenne pauvre (53,8%) et de moins d'un 1/3 d'ici 2015 ;
- Réussir, d'ici 2015 l'accès de toute à population aux services sociaux primaires et promouvoir l'amélioration de leur qualité de vie ;
- Réduire considérablement les différences sociales et de type entre les Districts et entre ceux-ci et la Région Indépendante de Principe.

4. PROJETS SECTORIELS

Dans le cadre de la Déclaration Stratégique de Politique de Transports - Sous-secteur Routier, un planning des investissements pour les routes est prévu.

Les réhabilitations à court terme surviendront sur les routes dont la dégradation a déjà atteint un niveau avancé et sur celles dont le niveau est assez élevé leur reconstruction sera recommandée. La méthodologie de ces interventions et de ces reconstructions variera, selon les cas, entre goudron, pavé et chaussée (terre battue).

Dans les réhabilitations prévues, à moyen et long termes, se trouvent les routes dont la dégradation est moins accentuée ou qui ont reçu très récemment quelques interventions d'amélioration. Une attention particulière est donnée aux routes détériorées par l'érosion, dans les zones côtières du pays, surtout où l'évolution des dégradations est très visible.

Les interventions programmées sont décrites dans la fiche projet en annexe.

Impact espéré

Le programme d'investissements des routes nationales aura les impacts suivants :

- Amélioration des conditions d'accès des populations aux services sociaux et réduction des différences sociales entre les localités et les districts ;
- Amélioration de la compétitivité des activités économiques menées dans le milieu rural et dans les localités éloignées des centres urbains et possibilités de reprise de secteurs productifs jusqu'alors contraints à l'absence de routes ou à leur dégradation accentuée;
- Création d'emplois et d'opportunités d'augmentation et de diversification de revenus pour les pauvres et réduction de l'exode rural.

C. TÉLÉCOMMUNICATIONS

1. CONTEXTE

En 1989 a été élaboré le Plan Directeur des Télécommunications qui est en cours de remaniement, vu les nombreux changements produits au niveau des technologies, des réglementations internationales et des évolutions institutionnelles internes.

Le développement du secteur des télécommunications a été étroitement lié à la CST – Société Santoméenne de Télécommunications, de capitaux appartenant à l'État santoméen et à une société privée portugaise, créée en 1990. Le contrat de concession de la CST signé alors avec le Ministère de l'Équipement Social et de l'Environnement, stipule un régime d'exclusivité d'une durée de 20 ans, et régit le contexte et le contenu de l'intervention de la société. L'exclusivité prévue dans le contrat a cessé vers la fin de l'année 2005, après une renégociation des termes de la concession, où se sont introduit le service de téléphonie mobile et le début de la libéralisation.

La libéralisation du secteur des télécommunications constitue une des grandes priorités du Gouvernement, pour cela a été créé l'Autorité Générale de la Réglementation « AGER » qui s'occupera aussi du règlement des services postaux, de l'eau et de l'énergie. Selon les statuts qui la gère, l'AGER a pour objectifs :

- a) Assurer le règlement des secteurs d'infrastructures ;
- b) Gérer le spectre des fréquences radio.

L'AGER, dans le cadre de ses activités, réglementera dans la première phase le secteur des télécommunications où le secteur privé a déjà une participation significative. Dans le processus initial sont inclus aussi la Radio, la Télévision et le service Postal. A partir de 2007, suivra le règlement du secteur de l'eau et de l'énergie.

2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE

Aujourd'hui il y a un consensus unanime de la communauté internationale sur les répercussions de l'accès aux technologies de l'information et de communication (TIC) sur la presque totalité des secteurs de la société, non seulement pour les pays du Nord, mais aussi pour nos pays en développement. Par exemple, la Résolution du Parlement Européen sur cette problématique place les télécommunications et les nouvelles technologies comme contexte de lutte contre la pauvreté et réaffirme la nécessité de veiller à ce que les plus pauvres en bénéficient.

A São Tomé et Príncipe la libéralisation du marché des télécommunications, devra créer des conditions pour qu'un service de haute qualité et à des prix accessibles soit fourni au public et que les nouvelles technologies de l'information et de la communication puissent arriver aux zones rurales, couvrant tout le territoire et restant ainsi à la portée de tout citoyen sans exception. Ce processus rentre dans les objectifs de lutte contre la pauvreté par l'impact qu'il a dans l'intégration et l'approche des populations, dans les accès aux contenus nationaux et internationaux fondamentaux pour la formation de la citoyenneté et de la compétitivité individuelle.

Le Gouvernement reconnaît que les TIC ne constituent pas en lui un secteur prioritaire. Néanmoins, ces technologies offrent un instrument essentiel de partage d'informations et de connaissance, fondamentales pour la gestion efficace et moderne des ressources insuffisantes dont le pays dispose, condition essentielle pour une bonne gouvernance.

3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Les objectifs stratégiques du Gouvernement sont : la transformation des technologies de l'information et de la communication en un instrument au service de la réduction de la pauvreté et le suivi des Objectifs de Développement du Millénaire, à travers la popularisation et l'utilisation effective des TIC.

4. PROJETS SECTORIELS

Étude de viabilité pour connecter São Tomé et Príncipe au Réseau de fibres optiques sous-marine

Les avantages de connecter un pays à un réseau de fibres optiques sous-marines sont indéniables. Près de São Tomé et Príncipe passe un réseau qui est en train d'être étendu pour permettre aux pays africains de se connecter à ce système qui facilite les communications dans des conditions technologiques plus concurrentielles. Toutefois, étant donnée la taille du marché santoméen en comparaison avec les investissements nécessaires pour la connexion aux fibres optiques sous-marines, il est indispensable de réaliser préalablement une étude de viabilité technique et financière pour examiner la faisabilité et les contraintes d'une telle connexion.

São Tomé et Príncipe aspire, d'une part, à réduire les coûts et à améliorer la qualité de l'accès aux télécommunications en vue de leur vulgarisation pour une gestion efficace des ressources et l'inclusion sociale et, d'autre part, face au défi de transformer le pays en un centre de services pour la région, créer des conditions infrastructurelles pour l'attraction de l'investissement privé dans le pays.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement désire obtenir une assistance technique pour réaliser une étude de faisabilité qui lui permettra d'obtenir des informations sur la pertinence de la connexion au réseau de fibres optiques sous-marines, sur les coûts et la rentabilité de l'investissement, sur les conditions de financement et sur les options de gestion des infrastructures.

Impact espéré

La réalisation de l'étude permettra au gouvernement de disposer d'informations sur la viabilité, les coûts, les formes de financement et la gestion de la connexion du pays au réseau de fibres optiques sous-marines.

Intranet de l'État/WIMAX

Le Gouvernement prétend élaborer une étude qui conduise à l'installation d'un Intranet de l'État, avec WIMAX comme support réseau de base. La technologie WiMAX est issue d'une initiative industrielle internationale, qui est apparue en 2003 pour permettre la convergence et l'interopérabilité entre deux standards de réseau sans fils auparavant indépendants. Les caractéristiques les plus importantes attendues de ce type de liaison sont :

- la rapidité de transmission dans les deux sens,
- la permanence de l'accès,
- la continuité du réseau,
- les temps de latence plus courts,
- une stabilité des débits,
- un maximum de sécurité,
- une grande facilité et rapidité de déploiement à moindre coût.

Avec l'installation du WIMAX le Gouvernement désire, initialement, instaurer une structure de réseau de base qui permette le future déploiement des services et d'applications « logiciel », notamment la mise en place rapide d'un Intranet partagé par tous les services de l'État afin de permettre l'accès partagé, rapide et sûr à des informations validées et de qualité.

L'installation de l'Intranet de l'État, basée sur la technologie WIMAX permettrait au Gouvernement, entre autres bénéfiques :

- a) Disposer d'un réseau privé au niveau national pour l'Administration Publique, c'est-à-dire, l'interconnexion des institutions de l'état : Ministères, Directions, Mairies, Écoles, Postes de santé, Police, Aéroport. Il serait possible de loger dans un lieu physique unique toutes les applications réseaux informatiques utilisées par l'Administration (Système d'Informations Sanitaires, Système d'Informations de Registre Civil, Système d'Informations de Gestion des Ressources Humaines, etc.). Ce processus permettrait par exemple d'extraire un registre de naissance dans n'importe quelle mairie qui serait reliée au système d'informations des Services de Registre Civil.
- b) Accès à l'Internet haut débit dans toute l'administration publique et locale, écoles et autres institutions ;
- c) un réseau privé de téléphonie pour l'Administration Publique au niveau national. Les appels au sein des structures de l'administration publique et locale seraient gratuits

Avant l'installation du WIMAX et à la mise en place de l'Intranet de l'État, il faudra, dans un premier stade, faire une étude technique, économique et financière pour l'installation du WIMAX à São Tomé et Principe.

Impact espéré

La réalisation de l'étude permettra au gouvernement de disposer d'un document directeur pour mettre en place, à São Tomé et Príncipe, en connaissant les contraintes et les impacts, l'Intranet de l'état avec comme support réseau de base le WIMAX. L'étude pourra aussi définir le cadre et les valences associés à l'Intranet de l'État qui se mettra en place

D. ÉNERGIE

1. CONTEXTE

La situation du secteur énergétique de São Tomé et Príncipe peut être caractérisée de la manière suivante :

- Manque de capacité suffisante pour garantir un approvisionnement normal en électricité aux clients, 24/24 heures, dû à une demande supérieure aux capacités des centrales électriques;
- Mauvaise qualité d'électricité et des coupures constantes;
- Coût de production élevé dû au coût élevé du combustible;
- Capacité de réserve de combustibles très limitée diminuant ainsi la sécurité énergétique de São Tomé et Príncipe;
- Pertes techniques et non techniques très élevées, au-dessus des 40%, dues au mauvais état du réseau de MT et de BT, aux vols et fraudes;
- Manque de connaissance concernant les ressources énergétiques du Pays et gestion déficiente des ressources disponibles.

A São Tomé et Príncipe la société responsable de la production et de la distribution d'énergie électrique à la population est l'EMAE. Avec environ 20.000 clients, la production de la société a été de 41.5 Gwh durant l'année 2005. Il existe aussi dans le pays des systèmes isolés, surtout dans les zones rurales, qui garantissent l'approvisionnement en électricité à certaines régions qui ne sont pas reliées au réseau de l'EMAE. La capacité totale de génération d'énergie électrique dans les îles est de 11.6 MW, dont 9.2 MW diesel et 2.4 MW hydro-électriques. Il existe des centrales hydro-électriques qui fonctionnent en régime isolé, comme par exemple, la centrale de la Société Agostinho Neto.

En 1994 a été élaboré, avec l'aide d'EDF – Electricité de France, une étude sur le secteur énergétique du Pays. Il faut absolument actualiser cette étude pour que l'on puisse, en fonction des ressources existantes dans le pays et des attentes de la demande, concevoir un plan de réorganisation du secteur énergétique. Il semble qu'il existe d'importantes ressources hydriques à São Tomé et Príncipe. Néanmoins, la part de l'hydro-électricité dans le système national de production d'énergie est faible. Seulement 2.4 MW proviennent de l'exploitation hydro-électrique, produisant ainsi environ 20% de l'électricité du pays.

São Tomé et Príncipe a fait, ces dernières années, un grand effort pour augmenter le potentiel énergétique à travers les sources thermiques, ayant acquis des groupes de générateurs qui malheureusement n'ont pas eu l'impact que l'on désirait pour minimiser le problème de l'approvisionnement en énergie pour l'éclairage public et pour l'utilisation domestique et industrielle. La dégradation des groupes générateurs de l'EMAE (Société d'Eau et

d'Électricité), a fait monter les prix du combustible et la situation déficitaire de l'EMAE a contribué à la mitigation de l'effet de l'acquisition des équipements.

D'autre part, une partie du réseau de transport et de distribution d'électricité, environ 20 %, a été l'objet de réhabilitation entre les années 1999 et 2001. Néanmoins, par manque de suivi du processus, la dégradation du réseau de MT/BT s'est accélérée.

2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE

L'accès à l'électricité est essentiel pour les nécessités primaires comme l'éducation, la santé et la survie quotidienne et aussi pour les activités économiques. Par conséquent, un des problèmes le plus important qui doit être résolu, pour garantir une progressive qualité de vie des citoyens et un renforcement de la capacité productive nationale, est l'approvisionnement en énergie de qualité et à des prix accessibles.

La Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté est basée sur quelques axes absolument dépendants de la qualité et des coûts de l'énergie électrique. La croissance accélérée et redistribuée, conçue dans la base de la promotion de secteurs comme l'agriculture, l'élevage, la forêt, la pêche, le tourisme de qualité et l'amélioration de l'accès des santoméens aux services sociaux primaires comme les services de santé et d'éducation ne pourront pas être viabilisées sans un important investissement dans le secteur de l'énergie.

Le Gouvernement considère donc les investissements dans le secteur de l'énergie comme l'une de leurs principales priorités dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté.

3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Bien qu'il soit crucial de satisfaire, de façon urgente, les nécessités primaires immédiates d'approvisionnement en énergie du pays, face aux graves problèmes dont celui-ci fait face, il est aussi important de faire l'étude d'une stratégie d'énergie à moyen et long termes avec la coordination et le consensus entre plusieurs ministères, l'EMAE, les Mairies et les autres acteurs du secteur privé.

Des plans à long terme devront inclure des alternatives pour augmenter la capacité du système, pour diversifier les sources d'énergie primaire, pour diminuer la dépendance dans l'importation de combustible et pour assurer une efficacité énergétique.

Les objectifs stratégiques pour les trois années 2007-2009 sont :

- Améliorer la satisfaction des nécessités primaires de la population en énergie à travers la révision et l'extension des capacités existantes et l'amélioration du réseau de transport ;
- Contribuer au développement des secteurs productifs à travers l'introduction de mesures capables de garantir l'approvisionnement et la réduction des coûts d'énergie ;

- Produire l'énergie en minimisant les dépenses en devises étrangères à travers une utilisation graduelle de combustibles moins chers et faire appel à l'énergie hydro-électrique;
- Renforcer les capacités de gestion de l'EMAE, en donnant priorité aux services de manutention technique et aux formations de leurs cadres;

Pour cela le gouvernement souhaite mettre en place les actions suivantes:

- Élaborer un Plan Directeur pour l'Énergie ;
- Construire une nouvelle centrale thermique de 10 MW ;
- Entamer la réhabilitation des réseaux de BT et MT avec objectif de mieux rendre service aux clients et diminuer les pertes ;
- Inciter le secteur privé à investir dans la production de l'énergie électrique ;
- Identifier et mettre en place de nouvelles et meilleures formes de gestion de la Société d'eau et d'électricité - EMAE ;

4. PROJETS SECTORIELS

Une liste de projets pour lesquels le Gouvernement souhaite trouver un financement se trouve ci-dessous. Les détails des projets se trouvent dans les fiches projet en annexe.

Les projets d'énergie hydro-électrique prendront plusieurs années à être mis en place, le Gouvernement, pour combler les manques actuels prétend alors et à court terme, dans un premier stade et de forme urgente, renforcer la capacité de la production thermique.

Les centrales thermiques garantiront ainsi la satisfaction des nécessités présentes et à court terme, pendant que le pays construit les centrales hydro-électriques, avec un calendrier défini de manière que à l'avenir, São Tomé et Príncipe puisse disposer d'énergie suffisante, même pendant la période sèche et avec le *back-up* nécessaire.

Liste de projets par priorité

Ordre de priorité	Projets	Coût (Euros)	Source de financement	Durée	Obs.
1 ^{er}	Installation d'une Centrale de 10 MW	10.000.000,00	Sans financement	2007-2008	

2 ^{eme}	Réhabilitation de la Ligne de Moyenne/Basse Tension et protection des réseaux	10.600.000, 00	Sans financement	2007-2008-2009	Projet présenté sur la Table Ronde (2005)
3 ^{eme}	Mise à jour du Plan Directeur d'Énergie	300.000, 00	Sans financement	2007	
4 ^{eme}	Exploitation Hydro-électrique de Sta. Luzia	1.000.000, 00	Sans financement	2008-2009	Projet présenté sur la Table Ronde (2005)
5 ^{eme}	Exploitation Hydro-électrique de Bombaim au Rio ABADE	9.500.000, 00	Sans financement	2009/2012	Nouveau Projet

E. EAU

1. CONTEXTE

Une grande partie de la population santoméenne consomme de l'eau provenant des systèmes gérés par l'EMAE, Société Publique. La partie restante, environ 25% de la population, issue majoritairement de la zone rurale, s'approvisionne en eau grâce à des systèmes isolés gérés par les sociétés agricoles ou directement dans les sources naturelles, dans les fleuves et les rivières.

En 1998, le secteur de l'eau a fait l'objet d'une étude sectorielle qui a abouti à l'élaboration du Plan Directeur des Systèmes d'Approvisionnement en Eau et d'Assainissement. Cette étude devra être mise à jour, en fonction des recherches hydrologiques et hydrogéologiques à réaliser, en ayant comme objectif de dévoiler les ressources hydriques du pays.

Ce Plan a été mis en oeuvre avec quelques contraintes et des modifications ont été faites afin de répondre aux difficultés apparues, comme par exemple, le foyer de choléra survenu dans certaines localités, en 2005/2006.

On peut constater, ces dernières années, une augmentation du taux d'accès à l'eau. Néanmoins l'approvisionnement continue d'être déficient car les actions menées faisant partie du plan directeur ne sont pas exécutées de manière logique, dans l'espace et dans le temps, conformément à la planification. Il est fréquent qu'un système réhabilité soit élargi vers des zones adjacentes, dépassant ainsi ses capacités.

En ce qui concerne la gestion et à l’approvisionnement en eau, on constate les contraintes suivantes :

- Inexistence d’une capacité à garantir la production et la distribution d’eau en quantité et en qualité pour satisfaire les réels besoins de la population ;
- Les systèmes d’approvisionnement en eau sont sous dimensionnés et se trouvent dans un état de dégradation avancé, causant des pertes excessives, de l’ordre de 35 à 40 pour cent, ce qui représente 1/3 de l’eau produite ; en outre, cela représente une sérieuse menace pour la santé publique ;
- Utilisation incontrôlée de l’eau pour plusieurs raisons, notamment :
 - Approvisionnement gratuit dans les fontaines publiques et dans les systèmes isolés ;
 - Branchements domiciliaires illégaux dont l’existence persiste ;
 - Faible niveau culturel de la population qui accorde peu d’importance aux questions liées à l’eau, ainsi qu’aux biens collectifs ;
- L’inexistence d’un document sur la politique nationale de l’eau exposant les objectifs et les orientations stratégiques clairement définies, et mises en relation avec les politiques des secteurs semblables.
- Le manque de cadres supérieurs et intermédiaires et de techniciens pour effectuer les manutentions périodiques d’une part, et d’autre part, pour réaliser de nouveaux systèmes avec la qualité exigée, en respectant les délais et les coûts réels.
- Méconnaissance actuelle de la disponibilité des ressources hydriques du pays ;

Quelques projets importants pour le secteur de l’eau sont en cours, comme :

- Réhabilitation de la canalisation d’Agua Amoreira I - financement de la BADEA ;
- Système d’adduction d’Agua Clara I et II - financement de la BADEA ;
- Système d’approvisionnement en eau de Canga, Obo Longo et Pau Sabao - financement Chine – Taiwan ;
- Consolidation du Laboratoire d’analyse de l’eau, financement Chine – Taiwan ;

Tableau des Projets en cours

Items	Projets	Bailleur	Montant milliers	Délais	Institution	Obs.
1	Système d’adduction d’Agua Clara I	BADEA/ Gouvernement	2.666	2007-2009	MRNMA/ EMAE	Financement insuffisant

	et II					
2	Réhabilitation de la canalisation d'Agua Amoreira I	BADEA/ Gouvernement	1.250	2007-2009	MRNMA/ EMAE	Financement insuffisant
3	Système d'approvisionnement en eau de Canga, Obo Longo et Pau Sabao	Chine – Taiwan	480	2007	MRNMA/ EMAE	Financement assuré – USD 130.000, 00
4	Réhabilitation /construction des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales	Coopération espagnole - Croix Rouge	115	2006	ONG	Financement assuré

Le Gouvernement a présenté à l'Union européenne, et plus spécifiquement auprès du programme « Water Facility », le projet « Stratégie, Coordination et Programmation dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement à S.Tomé et Principe », évalué à 1.377.559, 16 Euros et attend son approbation. Cet instrument, qui devra compter avec une contrepartie de l'État à hauteur de 25%, une fois approuvé, devra aider à structurer le secteur, en améliorant considérablement la retombée des investissements effectués.

2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE

L'eau est un des principaux facteurs de développement économique et de qualité de vie des populations. Mais malgré les importantes ressources hydriques dont semble disposer le pays, la majeure partie de la population santoméenne n'a pas accès à l'eau potable ni pour une consommation quotidienne ni pour une utilisation économique.

Les efforts que le pays s'est engagé à faire durant les trois prochaines années 2007-2009 pour combattre la pauvreté exigent que la problématique de l'approvisionnement en eau des populations soit placée au centre de la planification. L'étude sur le profil de la pauvreté indique, clairement, qu'à S.Tomé et Principe la pauvreté est un phénomène majoritairement rural. En effet, 65% des populations des zones rurales vivent dans la pauvreté. C'est également dans les zones rurales que l'accès à l'eau potable présente le plus de difficultés, ce qui provoque un nombre élevé de cas de maladies d'origine hydrique.

Le Gouvernement devra prêter, par conséquent, une attention particulière à la problématique de l'approvisionnement en eau des populations du milieu rural.

3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Les objectifs stratégiques du Gouvernement sont :

- Augmenter le taux d'accès de la population aux systèmes collectifs d'approvisionnement en eau grâce aux branchements privés et aux fontaines ;
- Améliorer la qualité de l'eau, notamment au niveau du réseau de l'EMAE ;
- Développer les systèmes urbains existants d'adduction d'eau potable ;
- Renforcer les capacités de protection des sources et de contrôle de la qualité de l'eau ;
- Définir et mettre en oeuvre une politique de manutention des systèmes d'approvisionnement en eau de la population en impliquant l'EMAE, les villes et les populations.

Dans le secteur de l'eau, les actions programmées sont les suivantes :

- Élaboration d'études hydrologiques et hydrogéologiques du pays ayant pour objectif de mettre en lumière les potentialités de Sao Tomé et Príncipe en matière d'eau, permettant ainsi qu'une politique de consommation aussi bien domestique, que pour la production agricole, industrielle et énergétique soit définie ;
- Réhabilitation et l'élargissement des systèmes d'approvisionnement en eau en vue de répondre à la demande présente et future ;
- Installation de systèmes de traitement de manière à combattre les foyers de maladies d'origine hydrique qui dévastent le pays ;
- Promotion de campagnes de sensibilisation et d'éducation de la population sur l'utilisation rationnelle de l'eau, la protection et la conservation des puits, des sources et des fontaines;
- Amélioration de l'appareil institutionnel du secteur en le dotant de personnel qualifié, ainsi que de moyens techniques et des matériels nécessaires.

4. PROJETS SECTORIELS

Il est présenté ci-après une liste des projets pour lesquels le Gouvernement prétend trouver ou a déjà négocié des financements. Les détails de ces projets sont présentés dans les fiches de projet en annexe.

Projets ayant un financement

Items	Projets	Bailleur	Somme Milliers d'Euros	Délais	Institutions
1	Études sur les ressources hydriques et	Chine – Taiwan	300	2007/2008	MRNMA

	cartographiques					DRNE
2	Mise à jour du Plan Directeur d'approvisionnement en eau	Chine – Taiwan	400	2007/2008		MRNMA DRNE
3	Renforcement de la capacité de gestion des ressources naturelles et énergétiques	Chine – Taiwan	270	2007		MRNMA DRNE
4	Réhabilitation/construction de systèmes d'approvisionnement en eau potable dans les centres secondaires	Coopération française	920	2007		MRNMA/EMAE
5	Stratégie, Coordination et Programmation dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement à S.Tomé et Príncipe	Union européenne Water Facility	1.377,50	2007		MRNMA DRNE

Liste des projets sans financement, classés par priorité.

Items	Projets	Coût (Euros)	Source de financement	Durée	Obs.
1°	Système d'approvisionnement en eau Vadge Sum Pinho	2.400.000,00	Union européenne	2007-2008	TR (2005) Financement à confirmer
2°	Système d'approvisionnement en eau de la ville de Neves	1.800.000,00		2007-2008	TR (2005) Sans financement
3°	Réhabilitation/construction de systèmes d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales et les centres secondaires	4.000.000,00		2007-2009	Sans financement
4°	Système d'approvisionnement en eau de Santana	3.300.000,00		2007-2008	Sans financement

5°	Système d'approvisionnement en eau du Village de Ribeira Afonso	1.100.000,00		2007-2008	Sans financement
----	---	--------------	--	-----------	------------------

F. ASSAINISSEMENT

1. CONTEXTE

La situation de l'environnement à S.Tomé et Príncipe n'est pas particulièrement grave. Néanmoins, il y a des aspects liés à l'absence d'assainissement basique qui inquiètent le Gouvernement. Au vu de cette situation, le Gouvernement a choisi de présenter à la Table Ronde Sectorielle des Infrastructures et de l'Énergie, les aspects de l'assainissement basique liés à la collecte et au traitement des déchets.

La gestion des déchets solides urbains dans la République Démocratique de S.Tomé et Príncipe dépend des Mairies de district. D'autres organismes de l'administration Centrale de l'État interviennent également dans cette problématique, notamment les Ministères des Ressources Naturelles et de l'Environnement, de la Santé et de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Le secteur se caractérise par l'absence d'un plan Directeur National, par l'inexistence d'infrastructures appropriées pour la collecte, le transport et le traitement des déchets, par le manque de qualification des agents qui travaillent dans le secteur et par la faible prise de conscience et une faible sensibilisation de la population en ce qui concerne le maniement des déchets.

La situation des résidus solides dans les six Districts de S.Tomé et dans la Région Indépendante de Príncipe est caractérisée par l'absence de contrôle des décharges : les déchets sont déposés dans diverses zones des Districts et dans des lieux inadaptés. Par conséquent, la population se trouve en contact direct avec les déchets. De ce fait, la gestion des déchets solides est, à l'heure actuelle à S.Tomé et Príncipe, à l'origine d'un grand problème de santé publique.

Aucun des districts ne possède de structures appropriées pour le dépôt des résidus. Seule la ville de S. Tomé, capitale du pays, possède un système, très rudimentaire et vulnérable, localisé à environ 3 km du centre ville, sans le minimum de conditions structurelles à cet effet. La situation est préoccupante dans tous les districts, mais surtout pour la ville de S. Tomé qui connaît une forte expansion démographique et l'installation d'habitations dans la zone de dépôt de résidus solides.

La situation est semblable en ce qui concerne les déchets biomédicaux. Les principales sources de production de déchets biomédicaux sont le centre hospitalier Dr Ayres de Menezes situé dans le district d'Água Grande et les différents centres de santé qui se trouvent dans les districts du pays et dans la région autonome de Príncipe.

Ces résidus sont constitués essentiellement par des seringues, des aiguilles, des ampoules d'injections, des pansements utilisés pour le traitement des malades, des flacons et des boîtes de médicaments, des emballages de

stockage de sang pour les transfusions, des plaques utilisées pour les rayons-x, entre autres.

Ces matériels constituent la composante la plus dangereuse de la chaîne des résidus, aussi bien pour l'environnement que pour la santé humaine.

Nombreux de ces résidus sont jetés avec les autres débris solides urbains et envoyés vers les décharges où éventuellement ils sont brûlés. Néanmoins, puisque les conditions d'incinération ne sont pas appropriées, il est fréquent de trouver des seringues et des restes de résidus hospitaliers éparpillés dans les décharges, qui, il faut le rappeler, sont ouvertes et fréquemment visitées par des personnes et des animaux.

En conclusion, des problèmes sérieux relatifs à la collecte et au traitement de déchets persistant dans le pays, ce qui constitue une grande menace pour la santé publique et produit, entre autres, les effets suivants :

- Maladies d'origine hydrique ;
- Prolifération de vecteurs provocateurs du paludisme et d'autres maladies ;
- Menaces fréquentes d'épidémies liées à l'insalubrité ;
- Pollution du milieu par des déchets et d'autres résidus humains ayant des conséquences négatives sur la santé et sur l'économie.

2. ENCADREMENT STRATÉGIQUE

Une gestion efficace des déchets solides et biomédicaux est un défi urgent, soit du point de vue de la préservation de la santé publique et du contrôle de la pollution, soit pour la création de conditions pour le développement économique. Des activités telles que le tourisme, la prestation de services pour la région et pour d'autres sont incompatibles avec la situation actuelle de prolifération des déchets dans les villes et les localités du pays.

Les objectifs de développement économique et de promotion de la qualité de vie de la population exigent une intervention au niveau de la capacité de l'État à traiter les résidus solides et biomédicaux.

3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Dans ce sens, les objectifs stratégiques qui suivent ont été repris, tels qu'ils ont été définis dans le Plan National de l'Environnement pour le Développement Durable :

- Atteindre les 100% pour le taux de couverture de la collecte et de transport des résidus solides dans les zones urbaines et les péri-urbaines ;
- Doter les 100% des habitations à niveau national d'installations sanitaires ;
- Promouvoir une large campagne sur les habitudes et les styles de vie sains.

4. PROJETS SECTORIELS

Projet de gestion durable des déchets solides urbains dans les districts de Água-Grande, de Mezochi, de Cantagalo et de Lobata

Les 4 districts sélectionnés – Agua Grande, Me-Zoxi, Cantagalo et Lobata, possèdent des frontières communes et leurs capitales, notamment, S.Tomé, Trindade, Santana, et Guadeloupe sont séparées par une distance moyenne d'environ 9km. Un effort de coordination et de concentration pour le traitement de leurs déchets est donc justifié.

Ce projet vise à construire :

- Un terrassement sanitaire ;
- Une zone pour le compostage (transformation des résidus en fumier), et
- Un secteur pour le stockage de ferrailles.

Parallèlement, des actions de sensibilisation auprès des populations sur les rapports avec les déchets seront mises en place. Le projet inclut encore des actions de formation en bénéfice des techniciens qui y travailleront.

Projet de gestion des déchets solides urbains dans la région autonome de Principe

Malgré la petite taille de l'île, Principe n'échappe pas aux conséquences de l'absence d'une politique nationale de collecte des déchets.

L'objectif général du projet est de contribuer à améliorer les conditions de collecte, de transport et de dépôt final des résidus solides urbains produits dans la Région autonome de Principe.

Comme à S.Tomé, le projet inclura :

- Un terrassement sanitaire ;
- Un secteur pour le compostage (transformation de résidus en fumier) ;
- Un secteur pour le stockage de ferrailles.

Gestion des déchets biomédicaux

En vue d'une élimination de manière durable des déchets biomédicaux, il est nécessaire de construire un incinérateur pour les brûler.

Néanmoins, et afin d'éviter la prolifération d'incinérateurs dans le pays, il faudrait construire ce type de structure au sein du Centre Hospitalier Dr Aires de Menezes, qui se responsabilisera par l'incinération des résidus provenant des quatre autres districts adjacents, notamment, Agua Grande, Cantagalo, Mé-Zoxi et Lobata.

Le Gouvernement prétend créer encore de petites unités d'incinération dans les Hôpitaux de la Région autonome de Príncipe, dans les Districts de Lembá et de Caué.

Les activités prévues dans le projet incluent :

- Construction d'un incinérateur dans le Centre Hospitalier Ayres de Menezes et des petites unités d'incinération dans les hôpitaux de la Région Autonome de Príncipe, de Lembá et de Caué
- Étude pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement
- Formation du personnel
- Acquisition de moyens matériels et d'un véhicule pour la collecte des résidus biomédicaux dans les hôpitaux et les centres de santé des districts voisins.

TABLEAU RÉSUMÉ DES PROJETS SANS FINANCEMENT

	Désignation du projet	Coût du projet (€)
	PORTS	3.750.000
I	Intervention urgente dans le Port de Anne Chaves	3.500.000
II	Assistance technique pour l'Ajustement du Port de Anne Chaves et du Port de Príncipe	250.000
	AÉROPORTS	3.500.000
III	Interventions urgentes à l'aéroport de Príncipe	3.500.000
	ROUTES	14.084.615
IV	Manutention et réhabilitation des routes	14.084.615
	TÉLÉCOMMUNICATIONS	200.000
V	Étude de viabilité pour relier S.Tomé et Príncipe au réseau de câbles sous-marins	100.000
VI	Intranet de l'État/WIMAX	100.000
	ÉNERGIE	31.650.000
VII	Installation d'une centrale de 10 MW	10.000.000
VIII	Réhabilitation et extension du réseau de moyenne/basse tension à S.Tomé et Príncipe	10.600.000
IX	Plan Directeur de l'Énergie	300.000
X	Exploitation Hydroélectrique à Sta. Luzia	1.250.000

XI	Exploitation Hydroélectrique à Bombay - Rio Abade	9.500.000
	EAU	12.600.000
XII	Système d'Approvisionnement en Eau - Vadje Sun Pinho	2.400.000
XIII	Système d'Approvisionnement en Eau - Ville de Neves	1.800.000
XIV	Réhabilitation/construction de systèmes d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales et les centres secondaires	4.000.000
XV	Système d'Approvisionnement en Eau - Ville de Santana	3.300.000
XVI	Système d'Approvisionnement en Eau - Village de Ribeira Afonso et environs	1.100.000
	ASSAINISSEMENT	4.220.000
XVII	Projet de gestion durable des déchets solides urbains dans les districts d'Água Grande, Mezochi, Cantagalo et Lobata	2.390.000
XVIII	Gestion des déchets solides urbains dans la Région Autonome de Principe	1.500.000
XIX	Gestion des déchets biomédicaux	330.000
	TOTAL DES SECTEURS	70.004.615

Les fiches relatives aux projets mentionnés se trouvent en annexe. Quelques fiches plus détaillées de projets sont aussi disponibles pour consultation.

ANNEXES

**FICHE DE PROJETS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT
SANTOMEEN CHERCHE UN FINANCEMENT**

Fiche de Projet I

1	Désignation du projet
	Intervention urgente dans le Port de Anne Chaves
2	Institution responsable
	ENAPORT
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée
4	Objectifs du Projet
	Garantir l'utilisation opérationnelle du port, améliorer l'efficacité et l'efficience des opérations portuaires ;
5	Activités
	Démolition de deux entrepôts, ayant comme objectif d'augmenter l'espace pour le stockage de containers et faciliter les manœuvres des équipements portuaires ; Refaire la digue, de manière à protéger le quai de l'usure provoquée par les vagues de la mer ; Acquisition d'équipements : 1 gerbeur de 40T ; 1 gerbeur de 10T ; 1 tracteur portuaire et 2 remorques, 1 remorqueur et 1 chaland motorisé Formation des techniciens d'ENAPORT dans la manutention d'équipements et la gestion portuaire
6	Résultats attendus
	Port doté de conditions physiques et opérationnelles offrant des garanties de poursuite des opérations
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Réduction des coûts d'importation des biens de consommation et d'équipement ; Augmentation de la compétitivité des produits d'exportation
8	Période d'exécution
	2007-2008
9	Montant estimé du projet
	3.500.000, 00 €

Fiche de Projet II

1	Désignation du projet
	Assistance technique pour l'Ajustement du Port d'Anne Chaves et du Port de Principe
2	Institution responsable
	Ministère des Travaux Publics et des Infrastructures
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée
4	Objectifs du Projet
	Contrat d'assistance technique pour élaborer des projets d'ajustement des ports d'Anne Chaves et de Principe
5	Activités
	Élaboration des termes de référence de l'assistance technique Sélection des consultants sur concours publics Exécution des études Validation et approbation des études
6	Résultats attendus
	Projets d'ajustement des ports d'Anne Chaves et de Principe
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Réduction des coûts d'importation des biens de consommation et d'équipement ; Augmentation de la compétitivité des produits d'exportation
8	Période d'exécution
	2007
9	Montant estimé du projet
	250.000, 00 €

Fiche de Projet III

1	Désignation du projet
	Interventions urgentes à l'aéroport de Principe
2	Institution responsable
	ENASA
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée

4	Objectifs du Projet
	Garantir la continuité des opérations et la sécurité de la vie humaine et des équipements qui transitent par l'aéroport
5	Activités
	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration du projet et sélection de la société de construction ; • Reconstruction de la piste ; • Amélioration des systèmes de drainage ; • Réhabilitation du terminal pour les passagers ; • Eclairage de la piste pour permettre des opérations nocturnes ; • Acquisition de quelques systèmes d'aide à la navigation
6	Résultats attendus
	Aéroport fonctionnel répondant aux niveaux de sécurité conformément aux règles du secteur
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Réduction des coûts de l'insularité à Principe ; Création d'opportunités pour l'investissement privé ; Diminution des inégalités entre S.Tomé et Principe et amélioration des possibilités d'accès des populations de Principe aux services sociaux basiques
8	Période d'exécution
	2007-2009
9	Montant estimé du projet
	3.500.000 €

Fiche de projet IV

1	Désignation du projet
	Manutention et réhabilitation des routes
2	Institution responsable
	Ministère des Travaux publics et des Infrastructures
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée ; Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis ;
4	Objectifs du Projet
	Rendre praticables les routes du pays ; Améliorer les conditions de circulation routière ;

	Garantir la liaison entre les divers centres productifs, sociaux et économiques du pays.
5	Activités
	<p><i>Réhabilitation des routes goudronnées</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • EN2 (P. Tavares)/S.J Angolares • EN1 (Santo Amaro)/Neves • EN3/ Pousada Boa Vista • Santo Amaro/Changra • Santo Amaro/Maianço • Vila Maria/Cova Barro • Trindade/Capela • Miséricordia/Belém • Batepá/Água Criola • Artes Graficas/HB/EN2 • Intervention sur les trous dus à la dégradation des dalles formant les rigoles <p>Reconstruction de routes goudronnées</p> <ul style="list-style-type: none"> • ES4/Água Telha • Quilombo/Trás Cadeia <p>Construction et Réhabilitation de Ponts</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pont sur le fleuve Caué (EN2) • Pont sur le fleuve Gogô (EN2) • Pont sur le fleuve Contador (EN1) • Ponts sur le fleuve Água Grande • Pont San Nicolau • Ponts et pontons Gazcidla/Aéroport • Pont fleuve A.Grande (B.Fôrro) • Pont fleuve Provaz <p>Manutentions courantes et Exceptionnelles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection des pentes et renforcement contre l'érosion <p>Travaux en goudron dans la Région Autonome de Principe</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Aéroport/Sto António do Principe • Pont Fleuve Papagaio / Nova Estrela
6	Résultats attendus
	Meilleure circulation routière entre les capitales de districts et les villages de manière à faciliter le déplacement des personnes, les biens et les services en promouvant ainsi la croissance des zones suburbaines, agricoles et les plus éloignées du pays
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	<p>Amélioration de la circulation des personnes et des biens ;</p> <p>Soutien au commerce des produits agricoles, des produits issus de la pêche et des produits industriels ;</p> <p>Réduction de l'exode rural</p> <p>Réduction de la détérioration accélérée des moyens roulants</p> <p>Promotion de la compétitivité économique et d'une croissance équilibrée ;</p> <p>Promotion du tourisme agricole et national</p> <p>Amélioration de l'accès aux services sociaux</p>
8	Période d'exécution
	2007-2009
9	Montant estimé du projet
	14.084.615, 00 €

Fiche de Projet V

1	Désignation du projet
	Étude de viabilité pour relier S.Tomé et Principe au réseau de câbles sous-marins
2	Institution responsable
	Ministère des Travaux Publics et des Infrastructures
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée
4	Objectifs du Projet
	Créer des conditions afin que le pays puisse disposer de technologies de communication plus concurrentielles
5	Activités
	<p>Élaboration des termes de référence de l'étude</p> <p>Contrat d'assistance technique</p>

	Élaboration des études
6	Résultats attendus
	Informations sur la viabilité, les coûts, les formes de financement et la gestion de la liaison du pays au réseau de câbles sous-marins.
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Réduction des coûts de télécommunications Localisation dans le pays de nouveaux services
8	Période d'exécution
	2007
9	Montant estimé du projet
	100.000 €

Fiche de Projet VI

1	Désignation du projet
	Intranet de l'État/WIMAX
2	Institution responsable
	AGER
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée
4	Objectifs du Projet
	Création d'un Intranet de l'État ayant comme support la technologie WIMAX
5	Activités
	Élaboration des termes de référence pour l'étude de viabilité du WIMAX ; Élaboration des termes de référence pour la définition des contenus de l'Intranet de l'État Sélection des consultants et élaboration des études Mobilisation de ressources pour la mise en oeuvre du WIMAX et de l'Intranet de l'Etat
6	Résultats attendus
	Document directeur, pour mettre en oeuvre l'Intranet de l'Etat ayant comme support le WIMAX en définissant, tout d'abord, le contexte, les avantages et les services associés
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Amélioration des instruments de gestion de l'économie et du pays en général ; Amélioration de l'accès aux informations et aux contenus pour les

	participants du réseau ; Réduction des coûts des communications entre les participants du réseau
8	Période d'exécution
	2007
9	Montant estimé du projet
	100.000€

Fiche de Projet VII

1	Désignation du projet
	Installation d'une centrale de 10 MW
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement - EMAE
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée Création d'opportunités d'augmentation et de diversification de revenus pour les plus démunis ;
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter la capacité d'approvisionnement en énergie électrique pour les populations, • Produire assez d'énergie afin de garantir un approvisionnement normal au pays, • Diminuer la consommation spécifique de diesel et d'huile, en utilisant des groupes électrogènes plus efficaces, • Permettre le raccord de nouvelles entreprises industrielles et hôtelières, • Répondre aux sollicitations des nouveaux clients, aussi bien des particuliers que des industriels
5	Activités
	<p>La construction d'une centrale, clé en main, cela comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux de construction civile (préparation du terrain et construction du bâtiment) • Deux groupes électrogènes de 5 MW de puissance continue, 600 à 700 rpm ; • Une sous – station 30kv, 10 MW • Assistants mécaniques et électriques divers ; • Jeu d'outils divers ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Retouche/construction de la ligne de 30 kv ; • Réservoirs de combustible (à définir conformément à la consommation et à la capacité des bateaux) • Système de traitement des fluides ; • Acquisition de pièces pour effectuer leur échange toutes les 30.000 heures de fonctionnement pour l'ensemble des équipements, et • Formation du personnel de manutention et d'exploitation, à S.Tomé et à l'étranger.
6	Résultats attendus
	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'approvisionnement en électricité en éliminant les coupures et adhésion de nouveaux clients • Réduction des coûts de production par la substitution des petits groupes qui ont des coûts d'exploitation élevés.
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Réponse aux besoins de base en électricité de la population et contribution au développement des secteurs productifs et des services.
8	Période d'exécution
	2008-2009
9	Montant estimé du projet
	10.000.000 €

Fiche de Projet VIII

1	Désignation du projet
	Réhabilitation et extension du réseau de moyenne/basse tension à S.Tomé et Principe
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement – EMAE
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus

	pour les plus démunis ;
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la constance du service et l'efficacité du réseau • Augmenter la capacité d'approvisionnement en énergie électrique des populations, • Répondre aux demandes des nouveaux clients, • Éviter qu'une anomalie localisée mette toute installation hors service, • Protéger les travailleurs et la population en général.
5	Activités
	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation des réseaux de MT, aussi bien à S.Tomé qu'à Principe, • Construction de nouveaux Postes de Transformation et des nouvelles sous-stations, • Formation et qualification des travailleurs qui opèrent sur le réseau de MT et de BT, • Organisation de la manutention et du suivi, • Mise en oeuvre d'un système de sélection sur le réseau
6	Résultats attendus
	<ul style="list-style-type: none"> • Énergie électrique de meilleure qualité ; • Possibilité de raccord de nouveaux clients, • Augmentation du pourcentage de la population bénéficiant de l'électricité, • Garantie de l'approvisionnement en énergie aux heures de pointe, • Amélioration de la qualité de livraison de l'énergie.
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	<ul style="list-style-type: none"> • Garantie de satisfaire les besoins de base de la population en énergie électrique et contribution au développement des secteurs productifs, • Électrification rurale, • Création de postes de travail en milieu rural, • Augmentation de la production et de la productivité.
8	Période d'exécution
	2007-2009
9	Montant estimé du projet
	10.600.000 €

Fiche de Projet IX

1	Désignation du projet
	Plan Directeur de l'Énergie
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement – EMAE
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis ;
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none">• Établir des directives stratégiques afin de guider les actions du gouvernement• Garantir la production et la distribution d'électricité de qualité• Augmenter le taux de la population bénéficiant d'électricité• Introduire des sources d'énergie alternatives• Mieux utiliser les ressources du pays
5	Activités
	<ul style="list-style-type: none">• Évaluation de l'impact du plan précédent ;• Analyse actualisée du secteur,• Étude sur des sources d'énergie alternatives : hydrique, biomasse, éolienne et solaire,• Conception de programmes d'investissement sectoriels de court, moyen et long termes ;• Réalisation de Projets d'exécution des fiches de Projet (avec la respective étude de viabilité) ;• Formation
6	Résultats attendus
	Plan directeur de l'énergie actualisé
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	<ul style="list-style-type: none">• Pourvoir les besoins en électricité répondant aux normes de qualité en faveur de l'actuelle et des générations futures• Augmenter la production et la productivité individuelle et celle du pays en général• Garantir les besoins de base en énergie de la population et contribuer au développement des secteurs productifs.

8	Période d'exécution
	2007
9	Montant estimé du projet
	300.000 €

Fiche de Projet X

1	Désignation du projet
	Exploitation Hydroélectrique de Sta. Luzia
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement – EMAE
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter la disponibilité énergétique du pays ; • Contribuer à la réduction de la dépendance de la consommation de combustibles fossiles ; • Produire de l'énergie en utilisant les potentialités hydriques offertes par le pays ; • Fournir aux sociétés et aux populations de l'énergie moins chère ;
5	Activités
	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une centrale hydroélectrique, d'une surface totale de 48.00 m² ; comprenant un espace de chargement de 6,0 pour 4,0 à l'intérieur et une canalisation renforcée, longueur =1739m, diamètre = 400mm en acier ; • Acquisition et installation de : <ul style="list-style-type: none"> i. Turbine type Pelton à essieu horizontal avec deux injecteurs ; ii. Alternateur synchrone type Brushless P_{max}=1250 KVA à régime continu ; iii. Transformateur élévateur triphasé Puissance =1250 KVA, Tension Primaire 400/230, Tension secondaire=15000Volts ; iv. Disjoncteur d'interconnexion, Tension =600V, Chaîne continue Max=2000A • Formation

6	Résultats attendus
	Augmentation de la production d'électricité du pays à environ 4.7 Gwh.
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Réduction des dépenses en devises pour la production d'énergie Développement des zones rurales. Réduction du coût de l'énergie.
8	Période d'exécution
	2007-2009
9	Montant estimé du projet
	1.250.000

Fiche de Projet XI

1	Désignation du projet
	Exploitation Hydroélectrique de Bombay- Fleuve Abade
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement – EMAE
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter la disponibilité énergétique du pays ; • Contribuer à la réduction des dépendances de consommation de combustibles fossiles ; • Produire de l'énergie en utilisant les potentialités hydriques offertes par le pays ; • Fournir aux sociétés et aux populations de l'énergie meilleur marché ;
5	Activités
	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un barrage – capacité de 9.000 m³ d'eau, • Construction d'une adduction de 452 mètres de longueur, • Construction d'une cheminée de 16 mètres, • Construction d'une canalisation renforcée de 900 mètres de longueur et de 700 mm de diamètre, • Construction d'un espace abritant des machines équipées de deux turbines type Pelton de 928 KW et de deux alternateurs de 1088 Kva chacun,

	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une station, • Montage de 7 km de ligne de 30 Kv, • Construction de 900 mètres de route d'accès • Formation
6	Résultats attendus
	Augmentation de la production d'électricité du pays à 7 Gwh ;
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Réduction des dépenses en devises pour la production d'énergie Réduction du coût de l'énergie. Électrification rurale ; Développement rural
8	Période d'exécution
	2007-2009
9	Montant estimé du projet
	9.500.000

Fiche de Projet XII

1	Désignation du projet
	Système d'Approvisionnement en Eau Vadge Sun Pinho
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement – EMAE
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis
4	Objectifs du Projet
	Capter de l'eau de meilleure qualité Garantir la distribution d'eau avec qualité Augmenter le taux de la population bénéficiant d'accès à l'eau potable. Améliorer la santé publique
5	Activités

	<p>I. Captation d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Études hydrologiques et hidrogéologiques • Construction de galeries de captation <p>II. Adduction d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouverture des tranchées et installation de tuyaux (2.402 mètres) <p>III. Réservoir</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un réservoir de 258m³ et réhabilitation de deux réservoirs existants <p>IV. Traitement de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un poste de traitement de l'eau avec une capacité de 922m³/jour <p>V. Distribution de l'eau</p> <p>VI. Formation</p> <p>VII. Installation d'environ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 11.600 mètres de canalisations • 515 raccords domiciliaires • 5 fontaines.
6	Résultats attendus
	<p>Amélioration de la qualité de l'eau distribuée à la population</p> <p>Amélioration du réseau de l'eau</p> <p>Amélioration du fonctionnement du système</p> <p>Garantie d'approvisionnement en eau à toutes les heures</p> <p>Diminution des cas de maladies d'origine hydrique</p> <p>Augmentation du taux de la population bénéficiant d'eau canalisée</p>
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	<p>Amélioration des conditions de vie de la population</p> <p>Réduction du nombre de cas de maladies d'origine hydrique</p> <p>Augmentation de la production et de la productivité individuelle.</p>
8	Période d'exécution
	2007-2008
9	Montant estimé du projet
	2.400.000

Fiche de Projet XIII

1	Désignation du projet
	Système d'Approvisionnement en Eau - Ville de Neves
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement – EMAE
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté

	<p>Croissance accélérée et redistribuée</p> <p>Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis</p>
4	Objectifs du Projet
	<p>Capter de l'eau de meilleure qualité</p> <p>Garantir la distribution d'eau avec qualité</p> <p>Augmenter le taux de la population bénéficiant de l'accès à l'eau potable.</p> <p>Améliorer la santé publique</p>
5	Activités
	<p>I Captation d'eau</p> <p>Études hydrologiques et hydrogéologiques</p> <p>Construction de galeries de captation</p> <p>II Adduction d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouverture des tranchées et installation de tuyaux <p>III Réservoir</p> <p>Construction d'un réservoir de 530m³</p> <p>IV Traitement de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un poste de traitement de l'eau d'une capacité de 1.100m³/jour <p>V Distribution de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installation d'environ : <ul style="list-style-type: none"> - 4.000 mètres de canalisations - 324 raccords domiciliaires - 6 fontaines. <p>Vi Formation</p>
6	Résultats attendus
	<p>Amélioration de la qualité de l'eau distribuée à la population</p> <p>Amélioration du réseau d'eau</p> <p>Amélioration du fonctionnement du système</p> <p>Garantie d'approvisionnement en eau à toutes les heures</p> <p>Diminution de cas de maladies d'origine hydrique</p> <p>Augmentation du pourcentage de la population bénéficiant d'eau canalisée</p>
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	<p>Amélioration des conditions de vie de la population</p> <p>Réduction du nombre de cas de maladies d'origine hydrique</p> <p>Augmentation de la production et de la productivité individuelle</p>
8	Période d'exécution
	2007-2008
9	Montant estimé du projet
	1.800.000

Fiche de Projet XIV

1	Désignation du projet
	Réhabilitation/construction de systèmes d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales et dans les centres secondaires
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement – EMAE – Mairies de Districts
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le taux de couverture d'eau potable dans les zones suburbaines et rurales • Diminuer l'incidence des maladies d'origine hydrique dans ces zones • Contribuer à la réduction du taux de mortalité infantile ; • Répondre aux sollicitations des nouveaux clients.
5	Activités
	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et ou réhabilitation de systèmes d'approvisionnement en eau avec traitement ; • Installation de systèmes de traitement de l'eau dans des systèmes réhabilités ; • Sensibilisation de la population ; • Formation de cadres ; • Création et suivi des structures locales.
6	Résultats attendus
	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes d'approvisionnement en eau fonctionnels • Satisfaction des besoins de base de la population en eau et contribution au développement des secteurs productifs ; • Réduction du nombre de maladies hydriques
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	<p>Amélioration des conditions d'hygiène de la population</p> <p>Amélioration des conditions de vie, surtout des femmes ;</p> <p>Réduction du nombre de maladies d'origine hydrique</p> <p>Augmentation de la production et de la productivité individuelle.</p>
8	Période d'exécution
	2007 - 2009
9	Montant estimé du projet
	4.000.000

Fiche de Projet XV

1	Désignation du projet
	Système d'Approvisionnement en Eau - Ville de Santana
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none"> • Canaliser de l'eau de meilleure qualité • Garantir la distribution d'eau avec qualité • Augmenter le taux de la population bénéficiant de l'accès à l'eau potable. • Améliorer la santé publique
5	Activités
	<p>I. Captation d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Études hydrologiques et hydrogéologiques • Construction de galeries de captation <p>II. Adduction de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouverture des tranchées et installation de tuyaux <p>III. Réservoir</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un réservoir de 236m³ et réhabilitation de l'existant <p>IV. Traitement de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction de deux postes de traitement de l'eau d'une capacité de 350m³ et de 676m³/jour <p>V. Distribution de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installation d'environ : <ul style="list-style-type: none"> - 8.300 mètres de canalisations - 573 raccords domiciliaires - 10 fontaines. <p>VI. Formation</p>
6	Résultats attendus
	<p>Amélioration de la qualité de l'eau distribuée à la population</p> <p>Amélioration du réseau d'eau</p> <p>Amélioration du fonctionnement du système</p> <p>Garantie d'approvisionnement en eau à toutes les heures</p> <p>Diminution du nombre de cas de maladies d'origine hydrique</p> <p>Augmentation du pourcentage de la population bénéficiant de l'eau canalisée</p>

7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Amélioration de la qualité de l'eau distribuée à la population Amélioration du réseau d'eau Amélioration du fonctionnement du système Garantie d'approvisionnement en eau à toutes les heures Diminution du nombre de cas de maladies d'origine hydrique Augmentation du pourcentage de la population bénéficiant d'eau canalisée
8	Période d'exécution
	2008-2009
9	Montant estimé du projet
	3.300.000

Fiche de Projet XVI

1	Désignation du projet
	Système d'Approvisionnement en Eau -Village de Ribeira Afonso et environs
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Croissance accélérée et redistribuée Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none"> • Capturer de l'eau de meilleure qualité • Garantir la distribution d'eau avec qualité • Augmenter le taux de la population bénéficiant de l'accès à l'eau potable. • Améliorer la santé publique
5	Activités
	<p>I. Captation d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Études hydrologiques et hydrogéologiques • Construction de galeries de captation <p>II. Adduction d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouverture de tranchées et installation de tuyaux <p>III. Réservoir</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un réservoir de 89m3 <p>IV. Traitement de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un poste de traitement de l'eau <p>V. Distribution de l'eau</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Installation d'environ : <ul style="list-style-type: none"> - 2.500 mètres de canalisations - 127 raccords domiciliaires VI. Formation
6	Résultats attendus
	Amélioration de la qualité de l'eau distribuée à la population Amélioration du réseau d'eau Amélioration du fonctionnement du système Garantie d'approvisionnement en eau à toutes les heures Diminution du nombre de cas de maladies d'origine hydrique Augmentation du pourcentage de la population bénéficiant d'eau canalisée
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	Amélioration des conditions d'hygiène de la population Réduction des maladies d'origine hydrique Augmentation de la production et de la productivité individuelle Amélioration de l'accès à l'eau potable pour environ 3.187 habitants
8	Période d'exécution
	2008-2009
9	Montant estimé du projet
	1.100.000

Fiche de Projet XVII

1	Désignation du projet
	Projet de gestion durable des déchets solides urbains dans les districts d'Agua Grande, Mezochi, Cantagalo et Lobata
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir un système plus structuré de collecte et de traitement des déchets ; • Réduire le taux de maladies provoquées par la prolifération des déchets jetés dans des lieux inadaptés ; • Réduire le niveau de pollution de l'environnement dû aux résidus solides urbains

	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions de santé publique, en diminuant l'indice de maladies provoquées par le manque de salubrité (diarrhées, parasitoses intestinales etc.). • Embellir les villes capitales des quatre districts
5	Activités
	<ul style="list-style-type: none"> • Étude de l'impact sur l'environnement • Construction d'un terrassement, d'une zone de compostage, d'une zone de stockage de la ferraille et d'une zone d'interdiction • Création d'une zone verte autour des habitations • Acquisition d'équipements • Formation
6	Résultats attendus
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réaliser une structure pour le conditionnement, le traitement des résidus solides urbains 2. Mettre en place une sélection et une réutilisation de résidus solides urbains 3. Restreindre les dangers pour la santé des populations 4. Garantir les conditions d'exploitation et la gestion des déchets 5. Instaurer une politique autour de l'esthétique et de l'hygiène
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions de vie des populations • Réduction de foyers de maladie • Création de conditions pour le développement touristique et d'autres activités génératrices de revenus
8	Période d'exécution
	2007-2008
9	Montant estimé du projet
	2.390.000

Fiche de Projet XVIII

1	Désignation du projet
	Gestion des déchets solides urbains dans la Région autonome de Principe
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les

	plus démunis
4	Objectifs du Projet
	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir un système plus structuré de collecte et de traitement de déchets ; • Réduire le taux de maladies provoquées par la prolifération des déchets jetés dans des lieux inadaptés; • Réduire le niveau de pollution de l'environnement dû aux résidus solides urbains • Amélioration des conditions de santé publique, en diminuant l'indice de maladies provoquées par le manque de salubrité (diarrhées, parasitoses intestinales etc). • Embellir la ville capitale de la Région et promouvoir une pratique de traitement de déchets dans d'autres localités de la Région
5	Activités
	<ul style="list-style-type: none"> • Étude de l'impact sur l'environnement • Construction d'un terrassement, d'une zone de compostage, d'une zone de stockage de la ferraille et d'une zone d'interdiction • Création d'une zone verte autour des habitations • Acquisition d'équipements • Formation
6	Résultats attendus
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réaliser une structure pour le conditionnement, le traitement des résidus solides urbains 2. Mettre en place une sélection et une réutilisation de résidus solides urbains 3. Restreindre les dangers pour la santé des populations 4. Garantir les conditions d'exploitation et la gestion des déchets 5. Instaurer une politique autour de l'esthétique et de l'hygiène
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions de vie des populations • Réduction du nombre de foyers de maladie • Création de conditions pour le développement touristique et d'autres activités génératrices de revenus
8	Période d'exécution
	2008
9	Montant estimé du projet
	1.500.000

Fiche de Projet XIX

1	Désignation du projet
	Gestion des déchets biomédicaux
2	Institution responsable
	Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement
3	Axe de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
	Création d'opportunités d'augmentation et de diversification des revenus pour les plus démunis
4	Objectifs du Projet
	Éliminer de manière sûre les déchets biomédicaux produits dans le pays Contribuer à la création d'un environnement sain dans le pays.
5	Activités
	<ul style="list-style-type: none"> • Détermination de l'espace pour construire un incinérateur au sein du Centre Hospitalier et des petites unités d'incinération dans les hôpitaux de la Région autonome de Principe, de Lembá et de Caué • Étude pour évaluation de l'impact sur l'environnement • Construction d'Infrastructures • Acquisition de moyens matériels • Formation de cadres
6	Résultats attendus
	<ul style="list-style-type: none"> • Incinérateurs au sein du Centre Hospitalier, à l'Hôpital Quaresma Costa et dans les Centres de Santé de Neves et de S. João dos Angolares
7	Impact sur la réduction de la pauvreté et la croissance
	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions de vie des populations • Réduction du nombre de foyers de maladie
8	Période d'exécution
	2008
9	Montant estimé du projet
	330.000